

[Dépêche](#) - Jeudi 16 avril 2020 - 21:13

Grand âge et Covid-19: Edouard Philippe prend le pouls des professionnels

PARIS, 16 avril 2020 (APMnews) - Le premier ministre, Edouard Philippe, accompagné du ministre des solidarités et de la santé, Olivier Véran, a échangé mercredi après-midi avec les fédérations médico-sociales pendant "deux heures", ont rapporté cinq d'entre elles à APMnews jeudi, permettant d'évoquer tous les sujets liés à l'épidémie de Covid-19 dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et au domicile. Toutes les semaines depuis le début de l'épidémie, la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) organise une réunion avec les fédérations médico-sociales (cf [dépêche du 18/03/2020 à 20:05](#) et [dépêche du 03/03/2020 à 18:40](#)).

Mercredi après-midi, le premier ministre, Edouard Philippe, accompagné du ministre des solidarités et de la santé, Olivier Véran, s'y est donc invité.

"Le premier ministre a pris conscience que la crise se déplace; elle est encore sanitaire, mais elle se déplace vers les soins de suite, le domicile et les Ehpad", a commenté auprès d'APMnews Antoine Perrin, délégué général de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), qui s'est réjoui que le gouvernement soit ainsi "à l'écoute".

"La vertu de cette réunion est d'avoir pu réunir pendant plus de deux heures le premier ministre et le ministre de la santé avec les fédérations -c'est une première dans ma vie de déléguée générale-, et qu'ils aient pu les écouter dire, souvent, les mêmes choses. Edouard Philippe nous a d'ailleurs assuré que cette réunion avait été encore plus utile pour lui que pour nous", a souligné Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa).

"Ces échanges suscitent des espoirs", a relevé **Didier Sapy, directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa)**. "Après, si c'est bien de nous écouter, ce sera encore mieux de nous entendre."

Marc Bourquin, conseiller stratégique de la Fédération hospitalière de France (FHF) a rapporté qu'"il y a maintenant une mobilisation très forte sur la question des Ehpad -ce qui n'a pas été le cas au début, il faut être honnête".

Antoine Perrin a estimé, lui, qu'"on est dans la transparence. Il y a des mauvaises nouvelles, mais tout est dit, y compris ce qui ne va pas, y compris l'approvisionnement en masques. Ils ont expliqué que maintenant, la France importait 60 millions de masques par semaine, et en fabriquait 8 à 9 millions".

Par ailleurs, "Edouard Philippe a signalé que dans **45% des Ehpad, il y avait au moins un cas de Covid-19**, sans avoir de chiffre sur le domicile pour le moment", a-t-il rapporté.

Des "TGV de ressources humaines"

Tests, équipements, prime... même si toutes les réponses n'ont pas été données, tous les sujets ont pu être abordés, ont rapporté les fédérations interrogées par APMnews. Et même **le projet**

de loi grand âge et autonomie. "La loi grand âge a bien été confirmée, le tout étant de savoir quand le Parlement pourrait reprendre ses travaux", a souligné Antoine Perrin.

"La première chose positive, c'est que le premier ministre a réaffirmé la nécessité et son engagement sur un plan grand âge. Incontestablement il y avait une hésitation avant la crise, et maintenant, il n'y aura plus d'hésitation", a insisté Marc Bourquin.

Concernant **les tests de dépistage**, le gouvernement a signalé être à "20.000 tests par jour, qu'on allait monter très vite -dès aujourd'hui [jeudi], a laissé penser le ministre de la santé- à 50.000 tests par jour" et que les Ehpad étaient "priorisés", a précisé Antoine Perrin.

Pour autant, la doctrine sur l'utilisation des tests n'a pas été amendée, au grand dam de Florence Arnaiz-Maumé (cf [dépêche du 14/04/2020 à 16:35](#)), qui espérait "des annonces".

"C'est mon grand regret. Olivier Veran a dit néanmoins qu'il entendait nos demandes et qu'il allait regarder à nouveau ce point", a-t-elle mentionné, se réjouissant par ailleurs que deux agences régionales de santé (ARS), Occitanie et Provence-Alpes-Cote-d'Azur, aient "décidé de tester 100% des résidents et 100% des salariés".

"Il faut que le dépistage soit réellement massif car il conditionne l'organisation du travail. C'est fondamental. C'est une question de vie ou de mort pour les établissements", a martelé

Didier Sapy.

De son côté, Thierry d'Aboville, secrétaire général de l'Union nationale de l'aide à domicile en milieu rural (ADMR), a fait remarquer que "nos salariés ne savent pas s'ils sont asymptomatiques, et ils travaillent aussi auprès de personnes fragiles, même si elles ne sont pas confinées comme dans un Ehpad".

"Nos salariés restent inquiets de leur transmettre la maladie, et certains bénéficiaires ont aussi cette crainte. Il nous semble donc important que nos salariés soient également dans les publics prioritaires pour les tests", a-t-il jugé.

A ce sujet, une véritable inquiétude a été évoquée; "Quand on saura qu'un professionnel est positif alors qu'il est asymptomatique, qu'est-ce qu'on fait? Il y a des questions de responsabilité vis-à-vis de lui, et pénales. Il faut le mettre en arrêt? Pour combien de temps? Et pendant ce temps-là, avec quels professionnels travailler?", a résumé Antoine Perrin, reprenant là des questions soulevées par toutes les fédérations.

"J'ai proposé, à l'image des TGV sanitaires pour déplacer des malades vers d'autres régions, qu'il y ait des TGV de 'ressources humaines', qui aillent vers des Ehpad dans lesquels il y a aujourd'hui des problèmes [d'effectifs] dramatiques. La réserve sanitaire... est sanitaire, elle ne concerne pas le personnel d'accompagnement. Il faut absolument qu'un effort soit fait, et le premier ministre l'a bien entendu", a-t-il complété.

Interrogations sur la prime

Concernant **la prime** annoncée mercredi par le gouvernement (cf [dépêche du 15/04/2020 à 16:04](#)), les fédérations sont satisfaites, mais certaines circonspectes.

"Il a été bien rappelé que la prime était aussi pour les Ehpad et le domicile et qu'à ce stade, il fallait qu'ils se rapprochent des collectivités territoriales pour en définir les contours", a cité Florence Arnaiz-Maumé. "Mais il n'y a eu aucune annonce ni sur le fond ni sur le calendrier", a soulevé **Didier Sapy.**

"On ne peut qu'être satisfait, parce qu'on l'a tous réclamé", a convenu Thierry d'Aboville pour l'ADMR. Edouard Philippe et Olivier Veran "ont dit qu'ils étaient en discussion avec les départements. J'attends de voir comment les choses vont se mettre en place, qui va financer, comment elle sera versée. J'ai encore des interrogations. Il ne faudrait pas qu'un département manque à l'appel...".

Marc Bourquin, pour la FHF, est plus catégorique: "Il n'est pas question qu'il y ait une différence d'appréciation entre les professionnels des hôpitaux et du médico-social. Il faut que

la prime soit attribuée dans les mêmes conditions, avec les mêmes règles. La distribution de la prime est renvoyée à une discussion avec les conseils départementaux? Pour nous, c'est non! Les primes doivent être accordées de la même manière, par l'ARS/l'Etat."

Le délicat sujet de **la réouverture progressive des établissements aux familles**, à la demande pressante des fédérations (cf [dépêche du 14/04/2020 à 19:48](#) et [dépêche du 15/04/2020 à 10:33](#)) a également été abordée.

"Le premier ministre a insisté sur le prolongement du confinement, mais il va falloir en aménager les modalités puisque des personnes âgées isolées de leur famille dépriment et tombent dans des syndromes de glissement. Il ne faudrait pas rajouter une crise psychologique, une crise sociale, à la crise épidémique. De façon encadrée [...], il faut rétablir des contacts avec les familles et ne pas attendre la fin de vie", a récapitulé Antoine Perrin.

"On parle beaucoup de renforts humains de l'extérieur pour les établissements mais, ce sur quoi nous avons insisté, c'est que les premiers renforts humains qui seraient sans doute importants pour les personnes âgées, et pour les équipes d'ailleurs, ce seraient les familles - sous réserve de mesures de protection *ad hoc* bien sûr", a souligné **Didier Sapy**. "On a cru comprendre qu'Edouard Philippe travaillait sur la stratégie de déconfinement secteur par secteur... Nous entendre à ce sujet était donc important", a-t-il aussi relevé.

"Nous avons expliqué que nous travaillons en interne sur un protocole d'accueil des familles - évidemment les résidents restent confinés et les établissements fermés. Mais certains adhérents commencent à réfléchir à des "vestibules de visite", des "salles de rencontre", "ouvertes de l'extérieur", a souligné Florence Arnaiz-Maumé.

Quid de la responsabilité des employeurs?

Autre sujet douloureux, **le décret du 6 avril sur les décès** qui impose la mise dans une housse 30 minutes après le décès et la mise en bière immédiate (cf [dépêche du 30/03/2020 à 14:40](#)).

"C'est très violent, je l'ai dit au premier ministre", a relayé Antoine Perrin. "Il a dit qu'il était très sensible à cette question, que c'est lui-même qui avait signé ce décret, qu'il pensait que c'était indispensable en l'état, mais que dès que ce serait possible, il lèverait la mesure."

Par ailleurs, **la sécurité des salariés et la responsabilité des employeurs** a également été abordée, notamment par l'ADMR.

"C'est un vrai sujet", une association d'aide à domicile ayant été récemment condamnée pour manque d'équipements de protection (cf [dépêche du 09/04/2020 à 12:02](#)), a rappelé Thierry d'Aboville.

"On a demandé que des consignes soient passées aux directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirrecte), aux inspections du travail. Evidemment, on a le souci permanent de la sécurité de nos salariés, mais on a parfois des positions de Dirrecte qui vont plus loin que les recommandations faites par le ministère de la santé, en demandant de porter, par exemple, des masques FFP2...", a-t-il relevé.

Thierry d'Aboville a rapporté par ailleurs qu'Olivier Véran avait annoncé que "300.000 masques [chirurgicaux] par semaine seront attribués au secteur de l'aide à domicile".

vl-ed/vl-rm/APMnews

[VL9Q8VOV7]

Lien vers l'article : <https://www.apmnews.com/freestory/10/350075/grand-age-et-covid-19-edouard-philippe-prend-le-pouls-des-professionnels>